

Mbandaka n'est qu'une étape

Par Dr Fweley Diangitukwa, Vice-Président de « Le Congo en légitime défense »
(CLD)

A-t-on déjà compris que les Congolais se sont déjà mis début, en silence ? Qu'ils ont déjà tourné la page du présent pouvoir ? Un homme, avant de mourir, passe par des étapes et l'étape du refus est la plus pénible à vivre. Ceux et celles qui travaillent dans des hôpitaux et qui assistent à la mort des patients le savent. En RD Congo, seuls les « ignorants » et les « aveugles » ne le savent pas et ne voient pas la mort programmée de ce pouvoir ignoble qui nous gouverne encore.

Oui. Les Congolais cheminent résolument vers un avenir plus radieux, vers un Congo plus beau qu'avant, suivant le rêve des Pères de l'indépendance. Ceux qui s'accrochent au pouvoir actuel refusent de regarder la réalité en face. Mais les signes sont là. L'éclair a fendu les ténèbres. Mbandaka n'est qu'une étape.

Ceux qui veulent un Congo nouveau sont déterminés dans leur démarche, car face aux 6 millions de Congolais morts sous le régime de Kabila, face à la balkanisation du Congo, face à la violation de notre territoire national et au viol des femmes congolaises, face au pillage de nos ressources naturelles, ils n'ont plus qu'un seul chant : donner à la République sa souveraineté perdue, donner à la femme congolaise sa dignité et à l'homme congolais le sens de sa fierté et de sa responsabilité. Les Congolais ont été longuement clochardisés et chosifiés. Ils ont le droit d'aspirer à une vie meilleure dans ce pays béni par Dieu.

L'événement de Mbandaka

Les services de renseignement, la police et plusieurs membres du gouvernement, les Sénateurs et les députés ne veulent pas prendre position. Ils refusent d'opiner publiquement sur ces événements parce qu'ils savent ce que veut le peuple congolais. Néanmoins, un certain Gabriel Maindo avance que « les services de renseignement, la police et le gouvernement sont faibles ». Cette déclaration démontre que l'auteur ne connaît pas ou connaît mal la société congolaise. En tout cas, il n'a pas encore compris que, par leur inertie apparente, les services de renseignement, la police et le gouvernement – dont il parle – refusent méthodiquement de servir un pouvoir dictatorial qui brille par son incompetence, par l'emprisonnement et l'assassinat et qui est incapable de résoudre les problèmes élémentaires de survie du peuple, qui se contente d'améliorer uniquement les salaires de tous ceux qui sont censés défendre le pouvoir tyrannique à la TV, à la radio nationale, dans les journaux kinois pro PPRD et dans les places publiques. En Equateur, les soldats de l'armée congolaise refusent et refuseront de se battre pour trois principales raisons : a) ils ne veulent pas se battre contre leurs propres frères congolais – certains ont des liens d'amitié, b) ils refusent de se battre pour protéger un régime ingrat qui ne les respecte pas, c) leur vie ne vaut pas 100 dollars. Oui. A travers le refus de l'armée congolaise et des services de renseignement, les Congolais montrent dans leur ensemble qu'ils n'ont plus besoin de ce pouvoir qui ne respecte pas les droits fondamentaux. En plein XXI^e siècle, il est absurde de gouverner un pays avec des méthodes complètement déplacées, d'un autre âge et qui ont cessé

depuis longtemps de faire leur preuve. Que ceux qui gouvernent avec Joseph Kabange (Kabila) s'informent au moins sur les nouveaux paradigmes des politiques publiques dont s'inspirent les pays modernes.

Au fil des années, le nombre de laudateurs diminue

Le même Gabriel Maindo écrit, je cite : « Ce qui vient de se passer à Mbandaka mérite une démission collective du chef de l'Etat-major général de l'armée, Didier Etumba, les directeurs généraux de l'ANR et de la DEMIAP, mais aussi du gouverneur de la province de l'Equateur et tous les responsables de l'armée et des services de renseignements de la dite province ». Mais agir ainsi irait dans le bon sens pour le peuple congolais. Cela montrera que Joseph Kabange (Kabila) est un homme seul, que son pouvoir est dans la rue. Du reste, il doit déjà se demander à quoi sert son autorité si on ne lui obéit pas ou si, je nuance, on fait semblant de lui obéir. Son incapacité à agir dans le sens de mener une politique qui coalise l'ensemble de la population congolaise est une démonstration du « degré zéro de responsabilité politique de Joseph Kabila » pour utiliser une expression de M. Gabriel Maindo.

A trop jouer avec le feu, il finit par vous brûler les doigts

Après avoir démis de nombreux magistrats sans prouver leur degré de responsabilité dans la corruption, après avoir licencié de nombreux cadres des entreprises publiques sans assurer leurs indemnités de sortie ou leur retraite anticipée, après avoir manifesté son incapacité à respecter ses promesses aux enseignants du primaire et du secondaire (Mbudi), après avoir organisé des fraudes électorales en 2006, après avoir protégé son compère qui a détourné l'argent versé par le Congo-Brazzaville à la SNEL en le plaçant à la tête d'une des institutions, etc., que lui reste-t-il : démettre tous les soldats de l'armée congolaise qui épousent les revendications du peuple ?, démettre de leurs fonctions, suivant le conseil de Gabriel Maindo au chef de l'Etat, « toutes ces personnalités citées ci-haut » ? Si « ces autorités n'ont plus la confiance de Joseph Kabila », elles pourront demain retrouver la confiance de la population. Et celle-ci est indispensable pour gouverner un peuple.

A force de mal sanctionner, on finit toujours par être sanctionné par ceux que l'on a précédemment sanctionné. Un homme politique d'en face ne disait-il pas : « Ces mêmes mains qui vous applaudissent aujourd'hui se fermeront demain pour vous cogner ». Méditons sur cette parole.

A tous les laudateurs, soutenez, soutenez toujours en public pour des miettes. Demain, il sera trop tard pour tous ceux qui détruisent le présent, qui refusent de préparer des lendemains qui chantent et/ou qui se compromettent en soutenant aveuglément la dictature.

Changer de paradigme

La RDC a besoin d'autres pratiques de gouvernance, pas celles que nous voyons et pas celles avec lesquelles nous sommes maladroitement gouvernés. Demain, le Congo sera gouverné en s'appuyant sur d'autres modes de régulation sociale.

Disons-le ouvertement. Joseph Kabange (Kabila) a trop de limites pour gouverner un Etat comme le Congo qui regorge de capacités intellectuelles et de gestionnaires expérimentés dans la manière de gouverner la *res publica*.